



ARRÊTÉ DU MAIRE N°468/2022

OBJET : Délégations accordées à la 2^{ème} Adjointe au Maire – Madame Maryse LE BOUETTE

Monsieur Christophe BOUILLON
Maire de la commune de BARENTIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-20, L.2122-21, L.2122-21-1, L.2122-22, L.2122-23, L.2122-24, L.2212-1 et L.2212-2,

VU le procès-verbal d'élection du Maire et des Adjointes en date du 28 mai 2020 suite au renouvellement général du conseil municipal,

VU la délibération n°3 prise en séance de conseil municipal le 12 avril 2021, portant sur les délégations du conseil municipal à Monsieur le Maire,

CONSIDERANT QUE pour la bonne marche des services municipaux, pour permettre une parfaite continuité du service public et à certaines formalités d'être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et/ou la signature de certains actes et documents soient assurés par les Adjointes au maire ou les conseillers municipaux délégués ou par des fonctionnaires en position d'encadrement,

CONSIDERANT QUE les délégations précitées impliquent le suivi des dossiers correspondants, en liaison avec les services municipaux et le Directeur Général des Services,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction au titre du pouvoir exécutif du Maire

Madame Maryse LE BOUETTE, deuxième Adjointe au Maire, bénéficie d'une délégation de fonction pour les affaires concernant l'éducation et précisée comme suit :

Au titre de l'éducation, la délégation portera notamment sur :

- Les écoles maternelles,
- Les écoles élémentaires,
- La garderie périscolaire,
- Les conseils d'écoles,
- Les classes de découvertes,
- La fête de la jeunesse,
- Le conseil municipal jeunes,
- La restauration scolaire,
- La régie de recettes activités scolaires et loisirs,
- Les travaux dans les établissements scolaires.

Au titre des affaires de la petite enfance, la délégation portera notamment sur :

- Les crèches,

- Le multi-accueil,
- La restauration des structures,
- Les sorties pédagogiques,
- Les contrats familles,
- Les travaux dans les établissements d'accueil des jeunes enfants.
- Les associations relevant du périmètre de sa délégation.

Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation est donnée à Madame Maryse LE BOUETTE, 2^{ème} Adjointe au Maire, pour signer tous les actes administratifs, notamment les bons de commande, les pièces comptables (pièces diverses et mandats de paiement), les titres de recettes relevant de cette délégation de fonction, et les courriers qui s'y rapportent.

ARTICLE 2 : Autorisation de signature au titre des compétences transférées du Conseil Municipal au Maire

Sous mon contrôle et ma responsabilité, est donnée à Madame Maryse LE BOUETTE autorisation de signature des décisions prises par délégation du conseil municipal au Maire, des bons de commande, des conventions, des pièces constitutives de contrats relatifs à la commande publique et de modification de contrats en cours d'exécution, les pièces annexes, en rapport avec les domaines délégués mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, et sur les alinéas ci-dessous énumérés de l'article L.2122-22 du CGCT :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

3° De procéder, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions

intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal. De transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 2 millions d'euros ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

En cas d'empêchement de Madame Maryse LE BOUETTE, deuxième Adjointe au Maire, les autorisations de signature sont accordées à Monsieur Gilles AMANIEU premier Adjoint au Maire, en cas d'empêchement de ce dernier à Monsieur Baptiste DETALMINIL troisième Adjoint au Maire, puis à Madame Valérie BEASSE, quatrième Adjointe au Maire, et à Monsieur Thierry LEROUX, Directeur Général des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'empêchement de la deuxième Adjointe au Maire

En cas d'empêchement de Madame Maryse LE BOUETTE, deuxième Adjointe au Maire, la délégation de fonction et les autorisations de signature susvisées sont accordées à Monsieur Gilles AMANIEU premier Adjoint, en cas d'empêchement de ce dernier à Monsieur Baptiste DETALMINIL troisième Adjoint au Maire, puis à Madame Valérie BEASSE, quatrième Adjointe au Maire, et à Monsieur Thierry LEROUX, Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'empêchement d'adjoints, du cinquième au huitième adjoint, ainsi que des conseillers municipaux délégués

En cas d'empêchement du cinquième au huitième adjoint ainsi que des conseillers municipaux délégués, les délégations de fonction et autorisations de signature qui leur ont été accordées seront confiées, à Monsieur Gilles AMANIEU, premier Adjoint au Maire. En cas d'absence de cet adjoint à Baptiste DETALMINIL troisième Adjoint au Maire.

En cas d'absence de cet adjoint, à Madame Maryse LE BOUETTE, deuxième Adjointe au Maire, puis à Madame

Valérie BEASSE, quatrième Adjointe au Maire, et à Monsieur Thierry LEROUX, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Devoirs de la deuxième Adjointe au Maire au titre de ces délégations et autorisations

La deuxième Adjointe au Maire devra :

- Exercer ses fonctions avec dignité, probité et intégrité,
- Exercer pleinement et avec conscience ces délégations et autorisations dans le respect des lois et règlements en vigueur,
- Veiller à ne pas enfreindre les limites de ses responsabilités,
- Apprécier au cas par cas les mesures générales ou particulières qu'il convient de prendre,
- Me rendre compte de chacune de ses actions,
- M'informer de toute éventuelle difficulté dans leur exercice.

ARTICLE 6 : Mécanisme d'abstention en cas de conflits d'intérêt

Le conflit d'intérêt comprend toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction. Dans ce cas, la 2ème adjointe m'informerera, sans délai, par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estimera ne pas devoir exercer ses compétences.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée aux :

- * Préfet du Département de Seine-Maritime
- * Trésorier Principal
- * Premier et troisième adjoint au Maire.

Notifié aux intéressés et affiché aux lieux et places ordinaires.

ARTICLE 9 :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rouen.

L'application Télérecours est accessible par le site www.telerecours.fr.



FAIT A BARENTIN, le 03 février 2022

Le Maire,

Christophe BOUILLON